

Tous en grève reconductible à partir du 23 septembre !



Retraites : Ils mentent !

Notre système de retraite a été créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans une France ruinée. Aujourd'hui, alors que la production de richesses n'a jamais été aussi grande, ils veulent le détruire.

Décryptage du hold-up :

Ce qu'ils disent...	Ce qu'ils cachent...
<p>« Les caisses de retraite sont en déficit »</p> <p><i>Vrai, mais pourquoi ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none">- Il y a un déficit créé par les gouvernements successifs qui ont régulièrement comprimé ce qui sert de base aux cotisations (blocage des salaires dans le privé, baisse dans le public, maintien d'un chômage de masse, exonération de cotisations patronales et des cotisations sociales sur les stock options, l'intéressement et la participation salariale,...)- mais surtout un déficit lié à la dernière crise économique dont les principaux responsables continuent à se gaver pendant qu'on demande aux salariés de faire des efforts.
<p>« Il y a un déséquilibre démographique entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités. Si on vit plus vieux, il faut travailler plus longtemps ! »</p> <p><i>Faux problème !</i></p>	<p>Sur le vieillissement : il faudrait prendre en compte l'espérance de vie en bonne santé qui s'élève en France à 63 ans quand on voudrait nous faire travailler jusqu'à 67.</p> <p>Sur le nombre d'actifs : il faut savoir que le taux de fécondité en France est à 2 enfants par femme, le plus haut d'Europe, quand en Allemagne il est à 1,4 et moins encore dans d'autres pays européens. Encore faudrait-il permettre que tous puissent travailler et donc partager l'emploi et les richesses. Là est la question que le gouvernement ne veut pas aborder.</p> <p>Enfin, on nous dit que d'ici 2050 on passera de 2 actifs pour 1 retraité à 1 pour 1. Mais de 1960 à aujourd'hui nous sommes passés de 4 pour 1 à 2 pour 1 (soit la même évolution) sans problème. Le Conseil d'Orientation des Retraites lui-même reconnaît dans sa projection que la production de richesses a doublé ces 50 dernières années et doublera d'ici 2040 à 2050, ce qui nous permettrait d'assumer sans aucun problème le vieillissement démographique.</p>
<p>« Il est urgent d'agir, comme l'ont fait d'autres pays européens »</p> <p><i>Faux !</i></p>	<p>Non ! En Espagne une contre-réforme de cette ampleur est prévue pour 2025, au Danemark pour 2027, en Allemagne pour 2029 et en Grande-Bretagne pour 2048 ! Autrement dit, la France fait du zèle dans la régression sociale, tout ça pour rassurer les marchés et la finance mondiale.</p>
<p>« Nous suivons la voie entreprise par d'autres pays européens »</p> <p><i>Malhonnête !</i></p>	<p>Les situations ne sont pas comparables sur le seul âge de départ à la retraite. Si certains pays l'ont bien reculé, c'est parce que l'âge moyen de départ effectif est plus élevé et la durée minimum de cotisation plus basse pour obtenir une retraite à taux plein. On nous cite l'Allemagne en exemple : mais un Allemand part à 63 ans s'il a cotisé 35 ans, alors que la réforme française exige 41,5 années de cotisation pour pouvoir partir à 62 avec une retraite minimum et à 67 ans avec une retraite à taux plein.</p>

<p>« Le gouvernement a résolument exclu toute baisse des pensions »</p> <p>Faux !</p>	<p>Les pensions ont déjà beaucoup baissé en France en raison d'une augmentation de la durée de cotisation exigée bien plus élevée que dans les autres pays européens : 35 ans en Espagne et en Allemagne, 30 en Grande-Bretagne ; en France, la réforme prévoit de la faire passer de 40,5 à 41,5. Actuellement les salariés français sont contraints d'abandonner leur emploi à 59 ans en moyenne (licenciement, pré-retraite...). Exiger d'eux qu'ils travaillent jusqu'à 67 ans pour une retraite à taux plein est une manière dissimulée de les condamner à une baisse de leurs pensions. C'est une économie illusoire : ce que les caisses de retraite économiseront creusera le déficit des caisses de l'assurance-chômage.</p>
<p>« C'est une réforme juste et équitable »</p> <p>Faux et grave !</p>	<p>Non, elle est profondément injuste. Ceux qui en pâtiront le plus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ceux qui ont commencé à travailler tôt (et qui échappent à la mesurette sur les carrières longues), - ceux qui ont galéré et subi une carrière entrecoupée de périodes de chômage, - ceux qui ont fait des études, - les femmes dont la carrière a été entrecoupée par des congés de maternité. <p>Dans le même temps on demande un très faible effort aux plus riches : la majoration de l'impôt sur les plus hauts revenus passe seulement de 40 à 41% alors qu'elle s'élevait à 65% en 1986 et 56,8 en 1994. Et toujours aucun renforcement de la taxation des stock options et des retraites chapeaux, aucun retour sur le bouclier fiscal, ni aucune mesure sur les niches sociales qui limitent les cotisations de certaines entreprises soi-disant pour favoriser l'emploi avec le résultat que l'on sait.</p>
<p>« Le gouvernement est attentif à la pénibilité de certains emplois »</p> <p>Mesurette !</p>	<p>Le projet de réforme ne tient compte que d'un possible handicap physique qui serait constaté individuellement par un médecin à l'instant T du départ à la retraite. Ne pourront prétendre à un départ à 60 ans que ceux ayant un handicap avéré et certifié d'au moins 20%, mais pas de reconnaissance des métiers pénibles ni d'une quelconque usure psychologique ou morale.</p>
<p>« Le gouvernement veut sauver le modèle français de retraite par répartition »</p> <p>Mensonge !</p>	<p>« Qui veut tuer son chien, l'accuse de la rage » dit-on ! C'est exactement ce que fait le gouvernement. Sous prétexte de sauver le système de retraite il veut faire passer l'âge de départ à 67 ans pour une retraite à taux plein quand les salariés sont exclus de fait de l'emploi à 59 ans en moyenne. Le résultat sera qu'une majorité de français ne pourra prétendre à une retraite suffisante pour vivre sans faire appel à une capitalisation. Nombreux sont les organismes d'épargne et autres fonds de pension qui attendent à la porte que le marché français s'ouvre à eux.</p>

Deux chiffres résument la situation : Selon le Conseil d'Orientation des Retraites, 1 point de PIB suffirait pour régler le problème du financement des retraites ; or les dividendes des actionnaires ont augmenté de 5,3 points de PIB entre 1982 et 2007. On comprend pour le bien de qui le gouvernement veut nous faire trimer plus !

Ce que nous voulons :

- 37,5 années de cotisation pour tous
- une pension d'au moins 75% calculée sur les 6 meilleurs mois de salaire
- départ à taux plein à 60 ans (55 pour les métiers pénibles)
- validation des périodes de stage, chômage, temps partiels, congés de maternité
- pas de retraite inférieure au SMIC
- pas d'augmentation du taux de cotisation
- une meilleure répartition des richesses pour financer les retraites.

Nous ne rêvons pas ! C'est possible !

Le gouvernement peut plier. Il l'a fait sur le CPE alors que la loi avait déjà été votée au Parlement.

Pour cela il faut s'en donner les moyens :

1 jour de grève, c'est nous qui payons,

3 jours, c'est eux qui plieront

Construisons la grève générale reconductible !